



Casse de l'emploi avec approbation du gouvernement

Industrie automobile... L'heure de la mobilisation a sonné

Non aux suppressions
D'emplois à Rennes

Usine d'Aulnay les salariés durcissent le ton



Depuis jeudi dernier, sur fond de 7^{ème} journée de négociation sur les conditions d'application du PSE, plus de 600 camarades d'Aulnay ont choisi de durcir le ton. Anticipant l'arrêt de leur usine, ils ont interrompu la production des C3 !

Imaginons la situation d'un salarié de l'usine d'Aulnay, qui a acquis son logement, dont le conjoint travaille, et auquel la Direction propose, sans aucun état d'âme, un travail à Poissy.

Accepterions-nous de traverser chaque matin toute l'île de France, d'Est en Ouest, de voir ainsi notre espace de liberté amputé chaque jour de 3 heures ?

Et puis, Poissy n'accueillera pas tout le monde !

Les uns crèveront sous la charge de travail, d'autres pointeront au pôle emploi... Ignoble !

C'est Varin qui a déclaré la guerre à tous les salariés de PSA. Le combat de nos camarades d'Aulnay vient en réponse au mépris affiché par la Direction, une Direction qui se dit indignée par quelques débordements, pourtant sans commune mesure avec la violence de ses propres méthodes.

Qui sème le vent récolte la tempête !

Le combat des camarades d'Aulnay, c'est notre combat à tous. Leur détermination et leur colère sont légitimes. Comme eux, salariés de Rennes, agissons contre les suppressions d'emplois.

La lutte n'est pas vaine !

PSE : Une prime supplémentaire de 3 mois de salaire a été concédée pour les départs volontaires.

23.01.2013

Usines Renault, le goût amer du déjà vu !

L'encre du nouvel accord national destiné à sécuriser l'emploi n'a même pas eu le temps de sécher, que voilà déjà un nouveau coup bas... chez Renault.

La Direction de Renault a annoncé la suppression de 7500 postes en France d'ici 2016. 8260 emplois supprimés, en contre-parti de 760 hypothétiques embauches, dans un futur pour le moins incertain. 5700 départs naturels ne seront pas remplacés, 1800 départs seront anticipés (75% du salaire garanti).

Arnaud Montebourg, en loyal serviteur de l'état, qui détient 15% de l'entreprise, se félicite, et déclare : « *Aucune des deux lignes rouges licenciements et fermeture d'usine n'a été franchie* »... tout va bien !



Moins de salariés, pour plus de productivité, des charges de travail accrues, plus de souffrance pour les travailleurs !

Combien de suicides Carlos Ghosn exigera-t-il en 2013 pour, enfin, déclarer Renault rentable ?

Et puis chez Renault, un accord hypocritement nommé « maintien dans l'emploi » se profile, un accord qui prévoit : L'allongement du temps de travail, et des mobilités à marche forcée entre sites.

La Direction de Renault se sent pousser des ailes !

Son accord s'inspire fortement des préconisations du tout nouvel accord national, accord qui nous laisse augurer une quasi-impunité patronale.

Les ouvriers de chez Renault, comme ceux d'Aulnay sont bien décidés à vendre chèrement leur peau.

La semaine dernière des débrayages ont été organisés à Sandouville et Cléon (Seine Maritime)

La CGT PSA vous informe d'une lettre ouverte des salariés de PSA Aulnay :
Adresse des salariés de PSA Aulnay (93) en grève reconductible contre le plan PSA de licenciements et fermeture d'usine soutenue par les syndicats CGT,CFDT,SUD

Depuis mercredi 16 janvier, nous sommes en grève reconductible. Plus aucune C3 - la voiture la plus vendue du groupe - ne sort de l'usine d'Aulnay. Nous refusons de grossir les rangs de Pôle emploi, car c'est l'avenir que nous prépare la famille Peugeot.

Après 18 mois de mobilisation, la direction a été forcée d'ouvrir des négociations. Mais elle ne veut rien céder et voudrait faire de la fermeture d'Aulnay un exemple patronal. Les salariés ont donc, lors d'assemblées générales, décidé une grève reconductible.

PSA : un groupe riche à milliards. Les ventes de voitures, malgré le matraquage médiatique reste bien supérieures à ce qu'elles étaient il y a 10 ans. Le marché mondial est en constante augmentation. Et même, Varin, PDG de PSA, a reconnu que l'entreprise disposait d'un matelas financier de 11 milliards. Les actionnaires, principalement la famille Peugeot, ont reçu ces dernières années 6 milliards ! 36 % des filiales de PSA sont dans des paradis fiscaux.

C'est ce qui rend d'autant plus scandaleuse leur politique. Ces actionnaires veulent détruire 11 200 emplois, fermer l'usine d'Aulnay, et tout de suite après mettre en place un accord de « compétitivité » pour maintenir leurs profits ! Comme ils l'ont fait à l'usine PSA Sevelnord : augmentation des charges de travail, heures supplémentaires payées à 10 % au lieu de 25 %, mutations inter-usines obligatoires, blocage des salaires pour trois ans, etc.

Ce sont les deux bouts d'une même politique : les entreprises licencient les uns pour augmenter la productivité des autres : donc leurs profits.

Nous avons parfaitement conscience que nous ne sommes pas les seuls à être menacés.

Cette politique est la même dans toute l'Automobile : PSA, Renault, Toyota, sous-traitants, équipementiers. Mais aussi dans tout le pays, quels que soient l'endroit, l'entreprise, privée ou publique, où l'on travaille.

Nous avons donc décidé de relever la tête dans un contexte où l'ensemble du patronat déclare la guerre au monde du travail. Nous pensons qu'il faut réagir, et qu'une usine comme la nôtre, qui concentre encore 2500 salariés, se doit de le faire.

La réaction de PSA, aidé du gouvernement, a été virulente. Lorsque nous sommes allés rencontrer les salariés dans l'usine PSA de Saint Ouen, la direction, furieuse, a fait appeler les CRS que le ministère de l'intérieur, complice, a accepté de faire entrer dans l'usine !

Et le lendemain, 15 cars de CRS encerclaient l'usine de Poissy de peur que nous allions discuter avec les salariés à qui la direction fait fabriquer des C3 en heures supplémentaires le samedi !

PSA est si inquiète qu'elle a décidé de fermer l'usine (lock-out) pendant au moins deux jours.

Le gouvernement de son côté, après avoir fait un peu de cinéma sur les mensonges de PSA, affiche maintenant une parfaite complicité avec Peugeot. Les patrons licencient : le gouvernement envoie ses CRS, montrant clairement dans quel camp il est : celui du patronat !

Tout cela prouve que notre grève gêne PSA et le gouvernement. Car la meilleure arme des travailleurs reste la grève. Aujourd'hui, c'est tout le monde du travail qui est attaqué. C'est tous ensemble qu'il faut se battre et nous serrer les coudes !

Cette grève peut devenir la vôtre et mettre un coup d'arrêt à l'offensive patronale. Popularisez là - aidez-là financièrement - défendez l'idée que c'est tous ensemble qu'il nous faut lutter !

Les seuls combats qu'on perd sont ceux qu'on ne mène pas.

Soutien au nom de l'association : Soutien aux salariés de l'automobile du 9324, av Romain Rolland, 93150 Le Blanc Mesnil

Dernières mesures de la réunion du 17 janvier 2013.

La Direction de PSA a fait des nouvelles propositions concernant les mesures d'accompagnements du plan de suppressions d'emplois. Même si celles - ci ont été revues à la hausse, elles sont loin de correspondre aux attentes des salariés concernés. De plus, elles sont dangereuses pour l'emploi et l'avenir du site.

Alors qu'il y a environ plus de 900 salariés de 55 ans et plus qui attendent le feu vert pour partir en préretraite, dans de bonnes conditions, toujours rien à l'horizon.

On emploi des abréviations comme PSE

Plan de Sauvegarde de l'Emploi. Pour la CGT, c'est plutôt **Plan de Suppression d'Emplois**.

N'oublions pas qu'à Rennes, il y a toujours 1400 suppressions d'emplois dans le collimateur de la Direction.

La Direction parle de ré industrialisation avec les partenaires sociaux, le Préfet et tout le milieu économique et social du Département

Dans ces réunions se déroulant à la Préfecture de Région, il y a des grands absents : **VOUS** les salariés, les premiers concernés.

La prochaine réunion va se tenir le 11 Février 2013 à partir de 13H00.

La CGT vous invite à vous rassembler pour vous faire entendre de nos chers patrons et politiciens.

Tous unis, on est plus fort. C'est pourquoi, la CGT a écrit aux autres syndicats de s'y associer à cette action pour la sauvegarde de tous nos emplois.